

Detlef Lehnert (dir.), *SPD und Parlamentarismus.
Entwicklungslinien und Problemfelder 1871-1990*

Étienne Dubslaff



Édition électronique

URL : <http://ifha.revues.org/8600>

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences
historiques et sociales)

Référence électronique

Étienne Dubslaff, « Detlef Lehnert (dir.), *SPD und Parlamentarismus. Entwicklungslinien und Problemfelder 1871-1990* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 février 2017, consulté le 08 novembre 2017. URL : <http://ifha.revues.org/8600>

Ce document a été généré automatiquement le 8 novembre 2017.

Detlef Lehnert (dir.), *SPD und Parlamentarismus. Entwicklungslinien und Problemfelder 1871-1990*

Étienne Dubslaff

RÉFÉRENCE

Detlef Lehnert (dir.), *SPD und Parlamentarismus. Entwicklungslinien und Problemfelder 1871-1990*, Köln: Böhlau Verlag (Historische Demokratieforschung, 9), 2016, 315 p., 45 €

À la question rhétorique de Jacques Le Goff « Faut-il vraiment couper l'Histoire en tranches ? », les auteurs de *SPD und Parlamentarismus. Entwicklungslinien und Problemfelder 1871-1990* réunis autour de Detlef Lehnert répondent par l'affirmative. En effet, les dix articles qui composent cette monographie retracent par « tranches » de décennie les évolutions sociales-démocrates vis-à-vis de la théorie et de la pratique parlementaires en Allemagne. Cette démarche, étonnante de prime abord, a le mérite incontestable de permettre une contextualisation poussée des mutations sociales-démocrates et, au-delà, du paysage politique, de sorte que la lecture de cet ouvrage sera hautement profitable à quiconque s'intéresse à l'établissement du parlementarisme outre-Rhin.



Les trois premiers articles de Volker Stalman, Karl Heinrich Pohl et Holger Czitrich-Stahl montrent qu'entre la fondation de l'Empire et le début de la Première Guerre mondiale, les sociaux-démocrates rejetaient moins le parlementarisme en droit qu'ils ne contestaient la légitimité des parlements nationaux et régionaux dans les faits (modes de scrutin, compétences). K. H. Pohl relève à cet égard que les États du Sud, nommément la Bavière, le Bade et le Wurtemberg, autrement plus libéraux que la Prusse, virent poindre les premiers avatars de collaboration ponctuelle entre sociaux-démocrates et parlementaires libéraux. Inversement, selon H. Czitrich-Stahl, le maintien du scrutin des trois classes, hautement défavorable au parti, entraîna une démarche d'opposition fondamentale du SPD prussien jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, le parlement servant essentiellement de tribune à la propagande politique (« *Agitation* »).

D. Lehnert souligne pourtant que pour le parti, l'« Union sacrée » autour des crédits de guerre n'était pas seulement motivée par l'espoir d'être récompensé à terme par l'octroi d'un droit de vote égalitaire. Les députés du *Reichstag* prolongeaient bien plutôt leur stratégie antérieure qui consistait à refuser leur accord à tout projet de loi, sauf lorsque ce rejet aurait fait planer sur les ouvriers la menace d'une détérioration de leur situation. Un certain pragmatisme animait donc d'emblée les parlementaires sociaux-démocrates.

Dans sa contribution, Rainer Behring retrace moins l'établissement de la République de Weimar et l'action parlementaire des sociaux-démocrates que la tentative du président du SPD, Hermann Müller, de parlementariser la Société des Nations. Partant du postulat que les gauches conjuguaient alors leurs efforts en son sein, un capitalisme dirigé démocratiquement, à même de dépasser la lutte des classes et le bellicisme intrinsèque du capital, paraissait possible. Il convient de retenir que, désormais appelé à gouverner dans un système politique démocratique, le SPD adoptait définitivement une démarche réformatrice et non plus révolutionnaire, y compris en matière économique. Aussi la question de la grève générale devint-elle secondaire.

Pour Peter Steinbach, le « Manifeste de Prague » (1934) témoigne pour sa part d'une désillusion sociale-démocrate après la mise au pas nazie (mars 1933), en ce que la démocratisation de la politique et de l'économie ne devaient plus être le fait du parlement mais de la décentralisation et de la démocratie par la base, une tentation que l'on retrouverait après la parenthèse Kurt Schumacher et surtout à partir des années 1960.

Fort de son prestige personnel, le premier président d'après-guerre se mit en effet à la pointe d'une opposition fondamentale au gouvernement de Konrad Adenauer dont la politique résolument pro-occidentale était, selon Schumacher, en contradiction avec l'objectif de la réunification nationale. Peter Brandt souligne néanmoins que la prospérité inattendue – y compris des ouvriers – poussa nombre de sociaux-démocrates à se détourner de plus en plus ouvertement de la ligne officielle du parti et à embrasser les thèses néokeynésiennes. Dès avant le fameux congrès de Godesberg en 1959, le groupe parlementaire social-démocrate, sorti renforcé de l'adoption de nouveaux statuts en 1958, se mua ainsi en force éminemment réformatrice dans le cadre politico-économique de la RFA (Siegfried Heimann).

D'où un revirement dans la tactique parlementaire : dès la deuxième moitié des années 1950, l'opposition sociale-démocrate devint constructive, à tel point qu'à la veille de la grande coalition (1966-1969), elle adopta un positionnement mutique par souci de respectabilité (Robert Philipps). L'absence d'opposition forte au sein du *Bundestag* favorisa l'envol de l'opposition extra-parlementaire qui bénéficia ensuite des retombées de l'effort de démocratisation de la société fourni par le chancelier Brandt après 1969. La démocratisation des universités, favorable notamment aux enfants d'ouvriers, entraîna non seulement une profonde mutation sociologique du parti mais eut aussi pour corollaire l'émergence de nouveaux mouvements sociaux pacifistes et écologistes dans les années 1970 et 1980 qui mirent le SPD à rude épreuve.

Bernd Faulenbach montre en effet que la démocratie par la base d'une part et l'autoritarisme certain de Helmut Schmidt et de Herbert Wehner d'autre part battirent en brèche le pouvoir du groupe parlementaire SPD en proie à une division idéologique croissante. Aussi cessa-t-il dès les années 1970 d'être le centre de décision social-démocrate, le cédant aux instances du parti et au gouvernement. On regrettera que le retour dans l'opposition en 1982 n'ait pas donné lieu à une analyse particulière.

Dans la pluralité de ses approches du parlementarisme, tour à tour étudié comme théorie et comme pratique, cet ouvrage livre une somme d'éclairages complémentaires sur l'histoire de la social-démocratie en fonction des évolutions institutionnelles, politiques, économiques et sociales qu'a connues l'Allemagne entre 1871 et 1982.

INDEX

Index chronologique : Époque contemporaine

Thèmes : Histoire des États et des pouvoirs, Histoire sociale, Histoire des mentalités

AUTEURS

ÉTIENNE DUBSLAFF

Université Paul-Valéry Montpellier 3